Roubion : finances de la commune

Commune · Alpes-Maritimes (06) · 115 habitants · tranche 100 à 199 habitants · comptes 2025

Pour l'exercice 2025, Roubion affichait un encours de dette de 6 008 €, soit 52 € par habitant, une épargne brute égale à 33,9 % de ses recettes de fonctionnement et une capacité de désendettement de 0 ans.

Dette par habitant
52 €
6 008 € au total

Capacité de désendettement
0 ans
dette ÷ épargne brute

Taux d'épargne brute
33,9 %
épargne brute ÷ recettes de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement
3 608 € / hab.
415 k€ au total

Les comptes de la commune en clair

Comptes consolidés de l'exercice 2025 publiés par l'OFGL. Chaque montant par habitant est comparé aux 5 343 communes de 100 à 199 habitants (dernier exercice publié de chacune). Une position haute ou basse n'est ni une bonne ni une mauvaise note : elle indique ce qui mérite d'être compris ou vérifié.

Question	Valeur	Comparaison
Combien la collectivité dépense-t-elle pour fonctionner ?	3 608 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Quelle part de ces dépenses va au personnel ?	42,3 %	1 527 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Lui reste-t-il de l'argent en fin d'année ?	33,9 %	1 852 € par habitant : parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut. Repère : vigilance sous 10 %, alerte sous 7 % (usage d'analyse financière, non réglementaire) (Au-dessus des repères).
Est-elle endettée ?	52 €	un peu en dessous de la moitié des communes de même taille. Repère : plafond national de référence de 12 ans de capacité de désendettement pour les communes (Sous le plafond).
Investit-elle ?	3 110 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.
Combien rapportent les impôts locaux ?	1 177 €	parmi le quart des communes de même taille où ce chiffre est le plus haut.

Évolution depuis 2018

Encours de dette au 31 décembre



L'encours de dette est passé de 42 k€ en 2018 à 6 008 € en 2025 (-85,6 %). Valeur la plus basse : 5 008 € en 2023 et 2024.

Exercice	Encours de dette	Taux d'épargne brute	Capacité de désendettement	Dépenses d'équipement
2018	42 k€	10,6 %	0,9 ans	356 k€
2019	31 k€	-5,4 %	—	153 k€
2020	20 k€	14,3 %	0,3 ans	190 k€
2021	6 008 €	22,4 %	0,1 ans	462 k€
2022	6 008 €	21 %	0,1 ans	306 k€
2023	5 008 €	31,3 %	0 ans	556 k€
2024	5 008 €	31,2 %	0 ans	202 k€
2025	6 008 €	33,9 %	0 ans	358 k€

Comparée à ses communes jumelles

Indicateur	Roubion	Médiane des jumelles	Écart
Dette par habitant	52 €	874 €	−94 %
Impôts locaux par habitant	1 177 €	335 €	+251,3 %
Frais de personnel par habitant	1 527 €	173 €	+784,3 %
Investissement par habitant	3 110 €	398 €	+682,3 %
Taux d'épargne brute	33,9 %	31 %	
Capacité de désendettement	0 ans	3,5 ans	

Jumelles : Aincille (64), Le Gicq (17), Sainte-Marie (15), Bouillac (24), Bléruais (35), Raincourt (70), Bonac-Irazein (09), Les Salles-Lavauguyon (87), Betbezer-d'Armagnac (40), Masquières (47). Insee (taille, évolution, âges, revenu) ; comptes OFGL.

Le mandat 2020-2026 en chiffres

Indicateur	2019	2025	Évolution	Médiane dép.
Habitants	124	115	−7,3 %	+2 %
Dette par habitant	249 €	52 €	−79 %	−26,2 %
Impôts locaux par habitant	885 €	1 177 €	+32,9 %	+20,7 %
Frais de personnel par habitant	1 523 €	1 527 €	+0,3 %	+20,1 %
Taux d'épargne brute	-5,4 %	33,9 %	+39,3 points	−3,6 points
Capacité de désendettement	non calculable	0 ans	—	−0,4 an
Investissement cumulé 2020-2025, par habitant		17 197 €		3 642 €

Comptes consolidés OFGL 2019 et 2025 ; médiane : évolution médiane des communes du département. Une évolution ne juge pas la gestion.

Qui vit ici

Indicateur	Roubion	Comparaison
Habitants (2023)	112	−10,4 % depuis 2012 (département : +4,3 %)
65 ans ou plus (2023)	21,4 %	département : 25 % · France : 21,3 %
Personnes couvertes par le RSA (2024)	0 pour 100 habitants	département : 2,9
Salariés du secteur privé (2025)	10	

Sources : Insee, populations municipales 1968-2023, recensement 2012-2017-2023, naissances et décès 2008-2025 (API Melodi, Licence Ouverte) ; Cnaf, allocataires par commune au 31 décembre 2020-2024 (data.caf.fr, Licence Ouverte), valeurs arrondies par la Cnaf ; Urssaf, établissements employeurs et effectifs salariés du secteur privé au 31 décembre (open.urssaf.fr, ODbL) ; Éducation nationale, effectifs d'élèves par école et indices de position sociale (data.education.gouv.fr, Licence Ouverte).

Les métiers des habitants

30 habitants de 15 à 64 ans ont un emploi ; la commune compte 40 emplois, soit 73 emplois pour 100 habitants qui travaillent (indicateur de concentration d'emploi de l'Insee).

Groupe	Habitants	Département	France	Emplois sur place
Agriculteurs exploitants	0 %	0,3 %	1,3 %	13,2 %
Artisans, commerçants et chefs d'entreprise	41,2 %	9,8 %	6,6 %	23,7 %
Cadres et professions intellectuelles supérieures	0 %	20,2 %	20,1 %	0 %
Professions intermédiaires	14,7 %	25,6 %	26,4 %	36,8 %
Employés	14,7 %	29,2 %	26,1 %	0 %
Ouvriers	29,4 %	14,9 %	19,5 %	26,3 %

Professions les plus exercées par les habitants : Alpes-Maritimes (06)

Profession	Habitants (environ)	Part
Secrétaires, employés de la bureautique	9 340	2 %
Aides-soignants	7 270	1,6 %
Ouvriers du nettoyage	7 090	1,5 %
Ingénieurs et cadres d'études, de recherche et développement informatique et de production des données	6 620	1,4 %
Serveurs	6 510	1,4 %
Enseignants titulaires du primaire	6 370	1,4 %
Infirmiers en soins généraux salariés	6 170	1,3 %
Employés de la fonction publique (secrétariat, gestion, comptabilité)	5 930	1,3 %
Enseignants titulaires du secondaire général et technologique	5 860	1,3 %
Autres employés d'aide à domicile et accueillants familiaux	5 700	1,2 %
Cuisiniers et ouvriers qualifiés de la restauration	5 470	1,2 %
Agents de service des établissements de santé	5 440	1,2 %

Employeurs, projets de recrutement 2026 (Alpes-Maritimes (06)) : 49 475 au moins, dont 40,5 % jugés difficiles.

Métier	Projets	Difficiles
Serveurs de cafés restaurants	4 874	46,7 %
Aides de cuisine et employés polyvalents de la restauration	3 198	36,6 %
Employés de l'hôtellerie	2 890	44,7 %
Cuisiniers	2 306	54 %
Aides à domicile et auxiliaires de vie	1 775	42,1 %
Aides-soignants	1 488	55,2 %
Agents d'entretien de locaux	1 282	34,3 %
Professionnels de l'animation socioculturelle	1 134	34 %
Employés de libre service	1 131	21,6 %
Agents de sécurité et de surveillance	1 112	59,7 %

Sources : Insee, recensement de la population 2022, emploi et population active (Licence Ouverte 2.0) ; Insee, recensement de la population 2022, fichier détail des individus par région (Licence Ouverte 2.0) ; France Travail, enquête Besoins en main-d'œuvre 2026 (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0).

Ce que l’État verse pour les investissements

Indicateur	Roubion
Subventions d’investissement de l’État accordées (2018-2025)	315 k€ pour 3 projets
Par habitant	2 735 € (communes de même taille : 260 € ; département : 166 €, médianes)
Part du coût des projets payée par l’État	43,4 %
Aides de l’ADEME (conventions depuis 2021)	aucune aide publiée

Sources : DGCL, projets financés par la DETR, la DSIL, la DPV et la DSID (data.gouv.fr, Licence Ouverte 2.0) ; ADEME, aides financières attribuées (data.ademe.fr, Licence Ouverte 2.0).

Sources

Comptes consolidés (budget principal et budgets annexes) publiés par l’Observatoire des finances et de la gestion publique locales (OFGL), exercice 2025 et exercices précédents depuis 2018, sous Licence Ouverte 2.0. Quartiles et médianes calculés par l’Observatoire de ma commune sur les mêmes comptes. Formules et limites : https://observatoire.proofset.io/methode.html. Analyse automatisée de données publiques, sans valeur juridictionnelle ; aucune donnée nominative.